

**Convention collective**

**IDCC : 8541. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES  
DE POITOU-CHARENTES, À L'EXCLUSION DES CANTONS DE MONTENDRE,  
MONTLIEU-LA-GARDE ET MONTGUYON (CHARENTE-MARITIME)**

**(4 avril 1986)**

(Etendue par arrêté du 26 mai 1987,  
*Journal officiel* du 19 juin 1987)

AVENANT N° 36 DU 27 MAI 2014

NOR : AGRS1597008M  
IDCC : 8541

Entre :

L'union régionale des exploitants forestiers de Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'UR FGA CFDT de Poitou-Charentes ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 39 « Régime de prévoyance incapacité. – Invalidité. – Décès » est modifié comme suit :

« a) Personnel concerné

Tous les salariés des entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective sont concernés par les présentes garanties, sous réserve d'une condition d'ancienneté de 6 mois dans l'entreprise, à l'exception toutefois :

- des salariés inscrits à la CPCEA/CRCCA ou dans une autre caisse de retraite et de prévoyance cadre ;
- des tâcherons salariés couverts par le régime de prévoyance résultant de l'accord national du 2 décembre 1983 ;
- des VRP. »

« c) Invalidité ou rente d'incapacité permanente au titre de la législation sur les accidents du travail

La garantie débute dès la mise en invalidité par la mutualité sociale agricole ou dès le versement d'une rente accident du travail pour une invalidité supérieure ou égale à 66,66 %. Le participant perçoit alors une rente qui se substitue aux indemnités journalières complémentaires qu'il percevait précédemment.

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, d'une rente versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

Le versement de la rente débute dès la mise en invalidité ou dès le versement d'une rente accident du travail par la mutualité sociale agricole pour une incapacité permanente entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux égal ou supérieur à 66,66 %. La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la mutualité sociale agricole au titre de l'incapacité temporaire.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

Seuls les invalides des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories sont bénéficiaires du régime d'indemnisation.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension de vieillesse. »

« f) Financement

#### Assiette des cotisations

Le financement des garanties définies ci-dessus est assuré par des cotisations assises sur les rémunérations brutes servant de base au calcul des cotisations des assurances sociales agricoles, versées aux salariés, dans la limite du plafond de la sécurité sociale.

Les cotisations sont dues dès le premier jour d'emploi des salariés.

Le taux de cette cotisation est fixé par le protocole d'accord conclu entre Agri-Prévoyance et les signataires de la présente convention collective.

Les règles d'arrondissement, les délais d'exigibilité et l'application des pénalités de retard dans le paiement des cotisations sont identiques à ceux fixés par la législation des assurances sociales agricoles.

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,68 %, à raison de 0,87 % pour les employeurs et de 0,81 % pour les salariés.

La cotisation destinée au financement de la garantie d'incapacité temporaire en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ainsi que la part de la garantie relative à la loi de mensualisation est à la charge exclusive de l'employeur.

Ce taux global inclut également le financement des prestations servies au titre du décès, qui représente un taux de 0,42 % à raison de 0,20 % pour les employeurs et de 0,22 % pour les salariés.

Dans ces conditions, les taux de cotisation sont répartis entre les employeurs et les salariés de la manière suivante.

(En pourcentage.)

	À LA CHARGE des employeurs	À LA CHARGE des salariés
Cotisations incapacité + relais	0,42	0,47
Cotisations invalidité	0,25	0,12
Cotisations garantie décès	0,20	0,22
Total	0,87	0,81

### **Article 2**

Les dispositions du présent avenant prendront effet le premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel aura été publié l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Niort, le 27 mai 2014.

(Suivent les signatures.)